



L'extrême-droite à la dérive : rééquilibrage du système partisan et recomposition à droite

Gilles Ivaldi, Jocelyn Evans

► To cite this version:

Gilles Ivaldi, Jocelyn Evans. L'extrême-droite à la dérive : rééquilibrage du système partisan et recomposition à droite. *Revue Politique et Parlementaire*, 2007, pp.113-122. <halshs-00320680>

HAL Id: halshs-00320680

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00320680>

Submitted on 11 Sep 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'extrême-droite à la dérive : rééquilibrage du système partisan et recomposition à droite

Gilles Ivaldi, Chargé de recherche, URMIS-Université de Nice Sophia Antipolis-CNRS
Jocelyn Evans, Reader, University of Salford, UK

Revue Politique et Parlementaire, n°1044, juillet-septembre, pp.113-122

Les élections présidentielle et législatives de 2007 ont témoigné d'un profond recul de l'extrême-droite : au soir du 22 avril, Jean-Marie Le Pen recueille un maigre 10.4 % des suffrages qui le place loin derrière ses principaux concurrents ; au premier tour des législatives, son mouvement s'effondre avec 4.3 % des voix. Dépourvu de capacité de nuisance, le FN est aujourd'hui plus que jamais confronté à la difficile gestion de son positionnement au sein d'un système politique en profonde recomposition.

A bien des égards, les scrutins de 2007 s'inscrivent, pour l'extrême-droite, dans la continuité directe de la séquence électorale de 2002 telle qu'elle s'était achevée au lendemain des législatives de juin. Dès après la réélection de Jacques Chirac, la dynamique de rassemblement au sein de l'UMP et le déplacement du centre de gravité de la nouvelle majorité présidentielle sur les questions d'immigration et de sécurité avaient fortement comprimé l'espace politique du parti lepéniste. Le FN revenait à son niveau de 1993 avec 11.1 % des suffrages, dans un contexte plus général de concentration des votes sur les grandes formations de gouvernement au sein de chaque bloc, dynamique centripète dont avaient pâti l'ensemble des forces situées à la marge du système.

Passé le choc des législatives, l'extrême-droite semblait avoir un temps recouvré une partie de ses forces électorales à l'occasion des scrutins intermédiaires de 2004. Avec 14.7 % des exprimés, le FN progressait de près de 300.000 voix lors des élections régionales de mars et, en dépit d'un nouveau mode de scrutin peu favorable, maintenait ses listes au second tour dans 17 régions où il obtenait 156 sièges de conseillers régionaux (contre 275 en 1998). Aux élections cantonales de mars 2004, le parti lepéniste réunissait 12.1 % des suffrages et conservait pratiquement intact son pool de supporters de 1998. Relativement discret lors de la campagne référendaire de 2005 sur le Traité constitutionnel européen, le mouvement d'extrême-droite apportera également une contribution non négligeable au rejet du TCE le 29 mai en fournissant, selon les estimations, un tiers environ du contingent d'électeurs du 'non' (Louis-Harris, *Libération*, 30 mai 2005).

La quasi-disparition du Mouvement national Républicain (MNR) de Bruno Mégret a permis en outre au Front national d'asseoir plus fermement encore sa position hégémonique au sein du pôle extrême-droite¹. Confrontée dès 2002 au départ de plusieurs de ses chefs de file dont le maire de Marignane, Daniel Simonpieri, et la défection de nombre d'élus de terrain, la formation mégrétiste se voit affliger un nouveau coup fatal avec la perte de Vitrolles lors de la municipale partielle d'octobre 2002. Aux élections régionales de 2004, Bruno Mégret, forfait en PACA, présente ses listes dans 13 régions et totalise 1.4 % des voix ; en juin, le parti réunit moins de 0.5 % des suffrages aux européennes. Initié dès octobre 2005, le ralliement en décembre 2006 de l'ancien délégué général du FN à l'Union patriotique proposée par Jean-Marie Le Pen autour de sa candidature présidentielle achève de consacrer dans les faits l'échec de la dissidence de 1999. Aux législatives de juin 2007, le MNR présente 379 candidats et ne recueille que 0.39 % des voix. Son président échoue dans son ancien fief de Vitrolles avec 2.03 %.

Le « noyau » populaire anti-système de l'électorat d'extrême-droite

En totalisant un peu plus de 3.8 millions de suffrages (10.4 % des voix) au premier tour de l'élection présidentielle de 2007, Jean-Marie Le Pen réalise son plus faible score personnel depuis 1988 et perd 970.000 électeurs au regard de la performance d'avril 2002 (16.9 % des exprimés). Ce revers est d'autant plus sévère qu'il intervient à l'occasion du scrutin présidentiel, élection « phare » où le leader du Front national recueillait en moyenne 4.5 millions de suffrages depuis 1988, et jusqu'à 5.5 millions lors de son duel historique face à Jacques Chirac en mai 2002.

Tableau 1 – Résultats nationaux du FN (1984-2007)

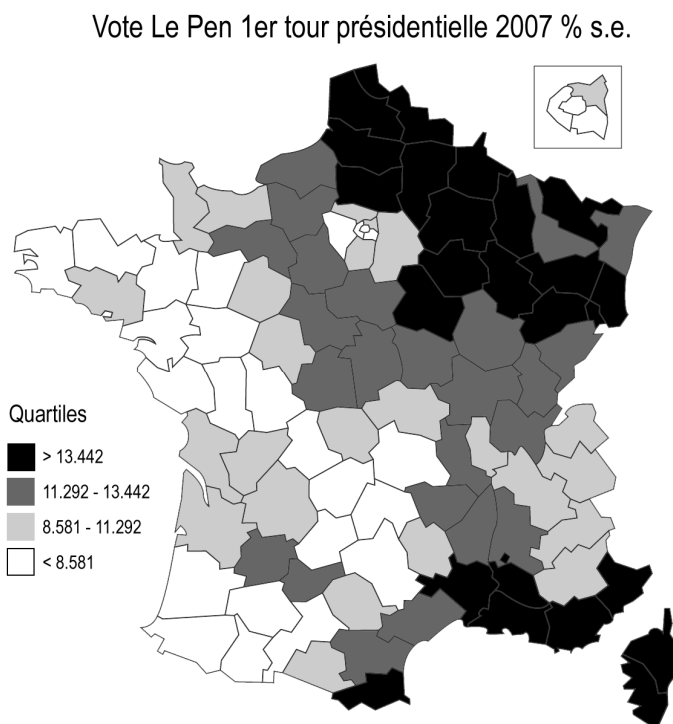
Année	Election	Voix	% inscrits	% exprimés
1984	Européenne	2 210 334	5,99	10,95
1986	Législative	2 703 442	7,20	9,65
1986	Régionale	2 658 500	7,12	9,50
1988	Présidentielle	4 376 742	11,46	14,40
1988	Législative	2 359 528	6,22	9,66
1989	Européenne	2 129 668	5,56	11,73
1992	Régionale	3 375 079	8,92	13,60
1993	Législative	3 159 477	8,11	12,42
1994	Européenne	2 050 086	5,25	10,52
1995	Présidentielle	4 571 138	11,43	15,00
1997	Législative	3 785 383	9,58	14,94
1998	Régionale	3 273 549	8,26	15,00
1999	Européenne	1 005 225	2,50	5,69
2002	Présidentielle	4 804 713	11,66	16,86
2002	Présidentielle (2 nd tour)	5 525 034	13,41	17,79
2002	Législative	2 862 960	6,99	11,34
2004	Régionale	3 564 059	8,70	14,70
2004	Européenne	1 684 868	4,06	9,81
2007	Présidentielle	3 834 530	8,62	10,44
2007	Législative	1 116 136	2,54	4,29

Résultats France entière. Source : Ministère de l'Intérieur

¹ Cf. Ivaldi (Gilles), 2005, « Les formations d'extrême-droite : Front national et Mouvement national républicain » in Bréchon (Pierre) (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation Française, Collection « Les Etudes », pp.15-44.

En avril 2007, la répartition du vote Le Pen épouse globalement les contours des zones de force du chef de file de l'extrême-droite en 2002², dont on se souvient qu'elles avaient débordé des frontières électorales traditionnelles de la « lepénie » pour s'étendre à des terres rurales et urbaines jusque là plus réticentes au vote FN³. Le président du Front national réalise une nouvelle fois ses meilleures performances dans un grand quart nord-est (Picardie, Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace, Franche-Comté) ainsi qu'autour du bassin méditerranéen (PACA, Languedoc-Roussillon). Proportionnellement, son influence diminue de manière significative en région Rhône-Alpes (Ain, Drôme, Isère, Rhône, Savoie et Haute-Savoie), en PACA ainsi que dans ses bastions historiques du Bas-Rhin et de l'Hérault ; elle se renforce en revanche dans le Nord-Pas-de-Calais ainsi qu'en Corse où le leader FN obtient parmi ses meilleurs résultats en 2007⁴.

Figure 1 : Le vote Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2007



En termes sociologiques, le vote Front national en 2007 conserve son caractère essentiellement masculin caractéristique depuis les premiers succès électoraux des années 1980. Il continue de souffrir du déficit de crédit auprès des 18-24 ans ou des professions supérieures les plus diplômées, qui était apparu de manière particulièrement saillante à l'occasion de la mobilisation anti-FN au second tour de l'élection présidentielle de 2002. A la stabilité de la distribution spatiale du vote évoquée plus haut fait écho un resserrement net de l'électorat Le Pen sur les catégories socio-professionnelles qui forment depuis plusieurs

² Sur l'ensemble des circonscriptions métropolitaines ($n=555$), le coefficient de corrélation $r=0.850$ à $p<0.01$ entre le % de vote Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2002 et le score du leader FN en 2007 (% des s.e.) ; la corrélation s'élève à 0.904 si l'on considère la distribution du vote Le Pen au second tour de la présidentielle de 2002.

³ Cf. Perrineau (Pascal), 2003, « La surprise lepéniste et sa suite législative », in Perrineau (Pascal) et Colette Ysmal (dir.), *Le Vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Presses de Sciences Po, pp.199-222.

⁴ Il y a cinq ans, Jean-Marie Le Pen avait déjà connu une poussée notable en Corse. En 2007, il engrange les bénéfices de la stratégie portée par son directeur de cabinet, Olivier Martinelli, de rapprochement avec la mouvance nationaliste sur les thèmes de l'identité, qui lui a permis notamment d'obtenir près de 25 parrainages sur l'île.

années le socle du succès électoral du Front national : la petite-bourgeoisie (travailleurs indépendants, artisans, commerçants, agriculteurs), d'une part, les catégories populaires, notamment les ouvriers, d'autre part (Cf. tableau 2). Chez ces derniers, le leader frontiste arrive à nouveau en tête de l'ensemble des candidats en avril 2007 confirmant l'ancrage classiste de son mouvement au sein d'un électorat traditionnellement situé à gauche ⁵ ainsi que la pérennité de la synthèse électorale opérée par le FN et nombre de formations d'extrême-droite en Europe au détour des années 1990 ⁶.

Tableau 2 : Sociologie de l'électorat FN (2002-2007)

(% en pénétration)	2002			2007	
	Présidentielle		Législatives	Présidentielle	Législatives
	Le Pen 1 ^{er} tour	Le Pen 2 nd tour	FN	Le Pen 1 ^{er} tour	FN
Ensemble	17	18	11	10	5
Sexe					
Hommes	21	26	13	14	7
Femmes	13	11	10	7	3
Age					
18-24 ans	16	7	6	8	5
25-34 ans	17	22	13	16	4
35-44 ans	16	19	13	11	6
45-59 ans	19	18	13	11	5
60-69 ans	18	22	9	8	4
70 ans et +	15	17	10	7	5
Profession					
Agriculteurs	20	17	–	20	0
Artisans, commerçants	19	19	12	15	10
Prof. lib., cadres Sup.	8	9	7	4	1
Prof. Intermédiaires	14	13	9	6	3
Employés	16	18	20	14	3
Ouvriers	30	31	15	24	14
Statut					
Salariés du privé	17	20	11	12	6
Salariés du public	17	16	12	12	3
Travailleurs indépendants	17	29	12	20	6
Chômeurs	38	11	30	9	15
Etudiants	15	2	5	8	2
Retraités	16	20	8	9	5
Diplôme					
BEP/CAP/Certif. Etd. Prim.	22	22	15	13	9
Baccalauréat	22	22	9	10	1
Enseignement sup.	8	9	7	7	2

Source : Sondages IPSOS-Vizzavi-*Le Figaro*-France 2, 21 avril, 5 mai et 9 juin 2002 ; IPSOS-Dell-*Europe 1-Le Point-20 minutes*, 22 avril 2007 ; IPSOS-Dell-*Europe 1-Le Point-20 minutes*, 10 juin 2007

Ce processus de resserrement sociologique apparaît plus nettement encore aux législatives : les candidats du Front national y recueillent leurs meilleurs scores chez les ouvriers (14 %), les artisans / commerçants (10 %) et les chômeurs (15 %). On note à cette occasion la contreperformance du parti d'extrême-droite auprès des agriculteurs, qui tranche avec le

⁵ A ce titre, la résistance du FN dans les bastions ouvriers du Nord est particulièrement significative. On notera par ailleurs la proximité de la distribution spatiale du vote Le Pen en 2007 avec les zones de force d'Arlette Laguiller ($r=0.626$ $p<0.01$ sur l'ensemble des 555 circonscriptions métropolitaines ; en 2002, aucune corrélation n'était observable entre les deux candidats, $r=0.094$ n.s.).

⁶ Cf. Evans (Jocelyn A.J.), Ivaldi (Gilles), 2002, « Les dynamiques électorales de l'extrême-droite européenne », *Revue politique et parlementaire*, n°1019, mai-juin / juillet-août, p.67-83.

maintien de l'audience de Jean-Marie Le Pen lors de la présidentielle ⁷. Au travers de cette physionomie très spécifique se dessinent surtout les véritables limites de la capacité de mobilisation du FN lorsqu'elle se trouve ainsi confinée à des catégories sociales dont le poids effectif demeure très insuffisant pour fonder une véritable dynamique électorale ⁸.

Au final, le Front national et son président sauvegardent en 2007 le noyau de leur électorat populaire le plus radicalisé : en témoignent l'adhésion au projet d'extrême-droite pour 69 % des électeurs de Jean-Marie Le Pen au premier tour de la présidentielle et leurs principales motivations : immigration (64 %), insécurité (62 %) et pouvoir d'achat (39 %) (IPSOS-Dell-Europe 1-*Le Point-20 minutes*, 22 avril 2007). Il s'agit sans doute ici du segment le plus profondément aliéné vis-à-vis des grands partis de gouvernement. Ce clivage systémique est d'ailleurs perceptible au travers de la proximité croissante du soutien électoral de l'extrême-droite avec le géographie et la sociologie de la France du 'non' à l'Europe : en 2007, l'implantation du vote Le Pen recoupe pour une large part le paysage politique du rejet du Traité de Maastricht en 1992 ou, plus récemment, du refus de la Constitution européenne en mai 2005. Au niveau des circonscriptions, le vote Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2007 est corrélé positivement aux votes 'non' des référendums de 1992 et 2005 (respectivement $r=0.623$ et 0.698 $p<0.01$ contre respectivement 0.418 et 0.478 pour la présidentielle de 2002). Au soir du 22 avril, le leader frontiste recueillerait, selon les enquêtes, entre 15 et 19 % des voix chez les électeurs du 'non' de 2005 et jusqu'à 30 % chez les nonistes de droite (TNS-SOFRES, *Le Figaro*, 22 avril 2007).

Recomposition à droite et le paradoxe du vote « inutile »

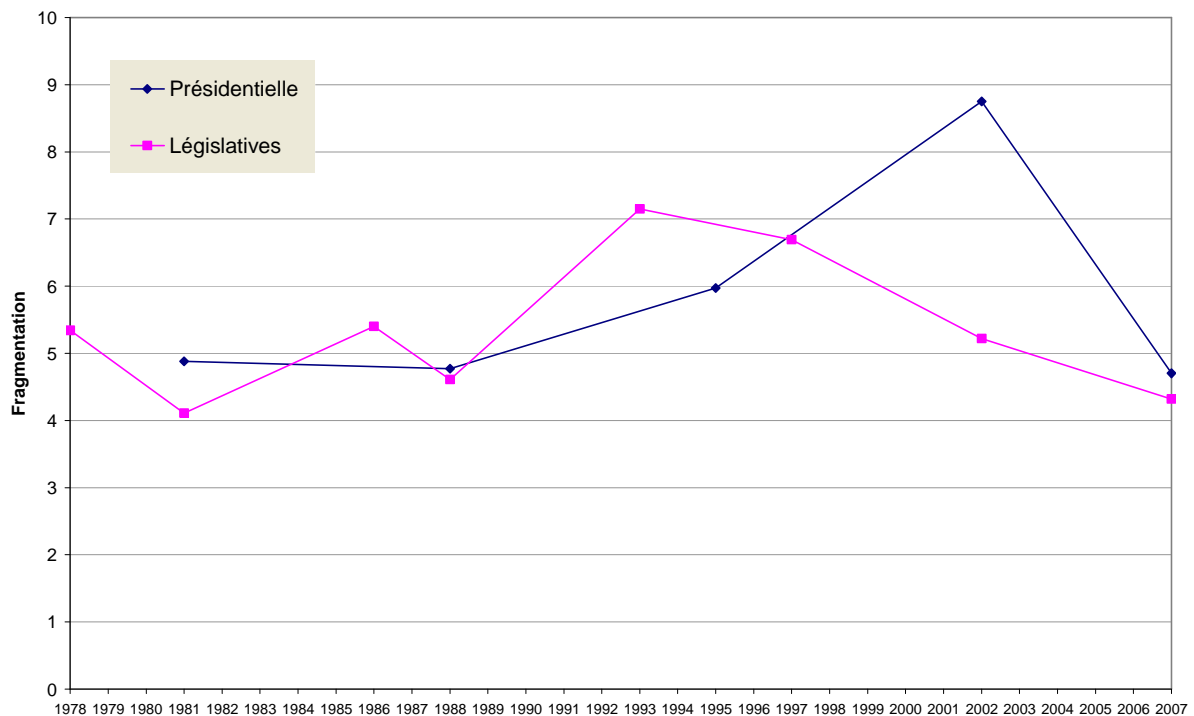
Le revers du FN s'inscrit dans un contexte plus large de rééquilibrage du système de partis. L'élection présidentielle de 2002 avait été caractérisée par des dynamiques –record d'abstention, fractionnalisation partisane et sortie de cohabitation– qui avaient largement participé du succès inattendu du chef de l'extrême-droite. En 2007, le mouvement de Jean-Marie Le Pen est confronté au double processus de défragmentation et re-polarisation du système partisan.

A l'instar des autres forces périphériques, le FN avait très largement bénéficié en 2002 de l'éclatement sans précédent du jeu politique et de l'affaiblissement des partis de gouvernement. Le processus d'agrégation des partis satellites par le PS et l'UMP en avril 2007 a, au contraire, renforcé la capacité de mobilisation des deux principaux candidats et relevé de manière significative le seuil d'accès probable au second tour réduisant sensiblement les chances de Jean-Marie Le Pen d'espérer pouvoir retrouver les conditions d'un nouveau « tremblement de terre ». Les données longitudinales attestent de la défragmentation du système de partis en 2007, de manière particulièrement notable pour la présidentielle ou dans le prolongement d'une tendance plus profonde pour les législatives (voir le graphique ci-après).

⁷ La faiblesse des effectifs dans cette catégorie, associée à la diminution sensible du vote FN, doit cependant inciter ici à la prudence.

⁸ Ouvriers et artisans/commerçants représentaient ainsi 13.7 et 3.2 % respectivement de la population adulte en 2005 (Cf. INSEE, *Tableaux de l'Économie Française - Édition 2006*).

Figure 2 – Fragmentation du système partisan (1978-2007)



Index de fragmentation : Nombre de partis effectifs (nous utilisons ici la formule classique proposée par Laakso, M. and Taagepera, R. (1979), 'Effective Number of Parties: A Measure with Application to West Europe', *Comparative Political Studies*, 12, 3-27)

La défaite électorale du FN doit donc être appréciée à l'aune de recentrage du système partisan et ce qui semble constituer une bipolarisation croissante de la vie politique autour des deux forces dominantes que représentent le PS et l'UMP⁹. Aux législatives de 2002, la déperdition de voix d'extrême-droite s'était faite pour partie au bénéfice des candidats de la toute nouvelle UMP tandis qu'une proportion substantielle d'électeurs frontistes était allée grossir les rangs des abstentionnistes du premier tour. En avril 2007, l'essentiel des transferts de voix s'est effectué au profit des principaux candidats en lice, au tout premier rang desquels le président de l'UMP. Ce dernier confirme ainsi dans l'espace de la compétition présidentielle l'attractivité d'une droite radicalisée sur les questions de sécurité ou d'immigration, dont les premiers effets avaient été ressentis dès après la réélection de Jacques Chirac en 2002.

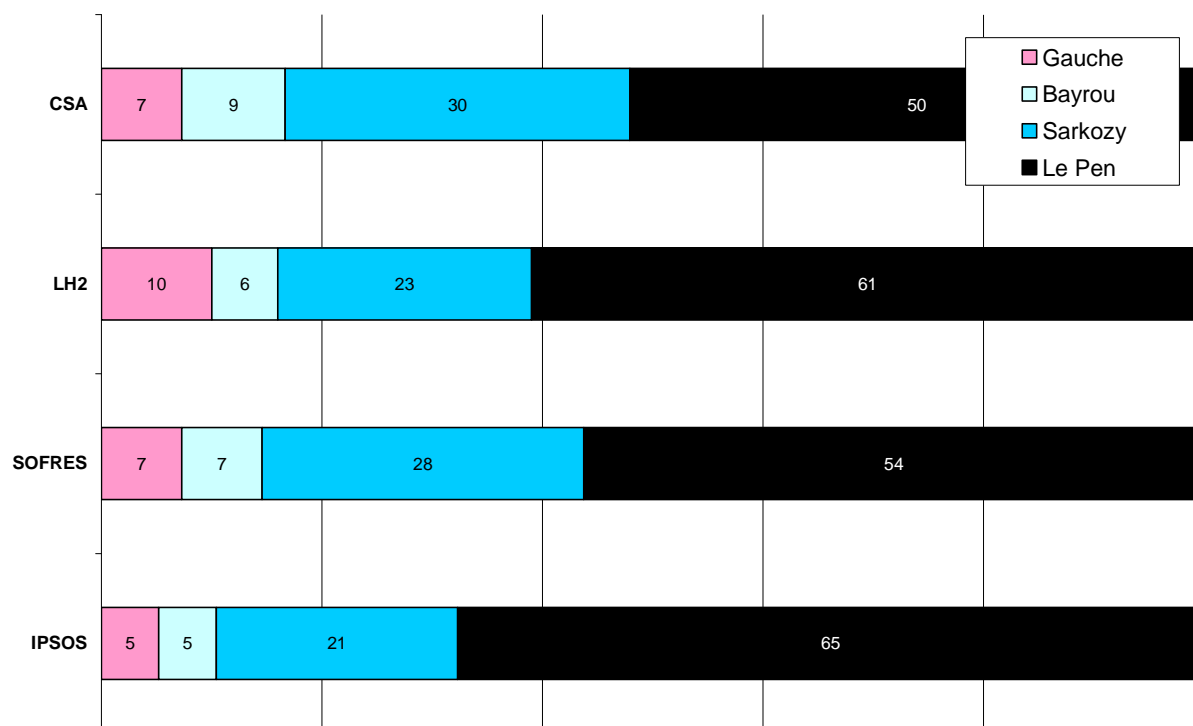
Au niveau agrégé, ce basculement est mis en évidence par l'examen des corrélations entre le reflux du Front national et la structuration conjointe des électors de Ségolène Royal, François Bayrou et, de manière particulièrement notable, Nicolas Sarkozy entre 2002 et 2007¹⁰. Si les déplacements du FN vers les candidats du PS et de l'UDF sont demeurés de faible amplitude, l'effet 'Sarkozy' et la réussite de l'OPA lancée par l'ancien Ministre de l'Intérieur sur l'électorat de Jean-Marie Le Pen paraissent en revanche difficilement

⁹ Cf. Grunberg (Gérard), Haegel (Florence), 2007, *La France vers le bipartisme? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences-Po.

¹⁰ Régression linéaire multiple sur les 555 circonscriptions métropolitaines ; $R=0.832$, % de variance expliquée=69.0 ; analyse de variance : $F=412.892$ $df=3$ à $p<0.001$; valeurs de t : Sarkozy (-31.049), Royal (-7.756), Bayrou (-8.622), toutes significatives à $p<0.001$. Les écarts sont calculés de la façon suivante : Le Pen 2007 – (Le Pen + Mégret 2002) ; Sarkozy 2007 – (Chirac + Madelin + Boutin 2002) ; Royal 2007- (Jospin + Chevènement + Taubira 2002).

contestables. En témoignage la forte corrélation entre la progression du candidat de l'UMP au regard du total de la droite modérée (Chirac + Madelin + Boutin) en 2002 et le recul simultané de l'extrême-droite sur la période ($r=-0.790$ $p<0.01$ $n=555$ circonscriptions). Les enquêtes réalisées le 22 avril 2007 confirment par ailleurs qu'un contingent de 20 à 30 % des électeurs lepénistes du 21 avril 2002 a choisi de porter ses suffrages sur la candidature de Nicolas Sarkozy dès le premier tour (voir Figure 3).

Figure 3 – Transferts de voix des électeurs Le Pen de 2002 vers les candidats de l'élection présidentielle 2007 (1^{er} tour)



Sources : sondages jour du vote / SSU (22 avril 2007) : CSA-*Le Parisien*, IPSOS-*Le Point*, TNS-SOFRES-*Le Figaro*, LH2-*Libération*

L'avancée de François Bayrou sur le territoire de la critique de l'*establishment* et de la « connivence PS-UMP » a semble-t-il permis au leader de l'UDF de récupérer une fraction de l'électorat Le Pen 2002 qui ne représente cependant qu'une très faible proportion du soutien centriste du 22 avril 2007 ¹¹.

Avec 2.2 % des exprimés (818 407 voix), Philippe de Villiers échoue pour sa part dans sa tentative de séduction des électeurs lepénistes ¹². Le président du Mouvement pour la France réalise une performance très en-deçà de son score d'avril 1995 où il avait totalisé 1.4 millions de voix et approché la barre fatidique des 5 % avec 4.7 % des suffrages exprimés. Dès après les européennes de 2004, le chef de file du MPF avait opté pour une stratégie de radicalisation idéologique anti-système et islamophobe dont l'objectif clairement affiché était de vampiriser

¹¹ En composition, les anciens électeurs lepénistes de 2002 constitueraient 5 à 6 % environ du pool de supporters de François Bayrou (TNS-SOFRES-*Le Figaro*, CSA-*Le Parisien*, 22 avril 2007).

¹² Selon les divers instituts, le leader du MPF n'aurait attiré que 4 % des électeurs FN de 2002 au premier tour de la présidentielle.

une partie de l'électorat frontiste dans l'éventualité de renonciation par un Jean-Marie Le Pen vieillissant. La droitisation du discours s'était accompagnée du débauchage d'ex-cadres FN et MNR à l'image des ralliements de Jacques Bompard, Damien Bariller ou Guillaume Peltier.

L'ancrage, dans les faits, du MPF au sein de la droite classique et la perspective d'un ralliement *in fine* à Nicolas Sarkozy sous la menace de représailles législatives de la part de l'UMP ont assez fortement limité la portée du discours anti-partis. Plus fondamentalement sans doute, Philippe de Villiers n'est pas parvenu à imposer sa « droite patriotique de gouvernement » en tant que passerelle naturelle entre droite parlementaire et extrême-droite. Présent dans 500 circonscriptions le 10 juin 2007, le MPF réunit 1.2 % des voix et ne progresse que très faiblement au regard de sa performance de 2002 (0.8 %). L'intégration à la majorité présidentielle lui permet en tout état de cause d'assurer la réélection dès le premier tour de sa députée sortante en Vendée, Véronique Besse avec 60.9 % des suffrages. Dans son fief du Vaucluse, Jacques Bompard est éliminé dès le premier tour avec 19.7 % des suffrages (contre 34.1 % en 2002 sous les couleurs du FN).

Parce qu'elle prolonge et accentue le processus de recomposition à droite démarré en 2002, la migration d'électeurs FN vers l'UMP marque sans aucun doute un tournant capital pour la formation lepéniste. Jusqu'alors, le Front national était parvenu à fidéliser l'essentiel de son pool d'électeurs entre les scrutins. Cette capacité à fixer une force électorale mouvante et volatile par essence –puisque fondée pour une large part sur le rejet anti-système– a longtemps permis au mouvement lepéniste de tenir sa position d'extériorité aux deux grands blocs sur la ligne du « ni gauche, ni droite » adoptée par le parti au milieu des années 1990 en l'absence d'opportunités de coopération avec la droite parlementaire ¹³.

La désertion massive d'électeurs frontistes pose avec acuité la question du positionnement du Front national face à une droite capable d'isomorphisme idéologique sur certains des thèmes de prédilection de l'extrême-droite : immigration, sécurité, ordre, autorité ou critique des élites « post-soixante-huitardes ». Cette interrogation s'avère d'autant plus fondamentale que l'élection présidentielle de 2002 était venue éclairer le profond paradoxe d'un FN sans cesse plus performant dans les urnes et pourtant inapte à engranger véritablement les bénéfices de ses scores électoraux parce qu'enfermé dans la carcan de sa radicalité. Cette perception par une partie de son électorat de l'inutilité du vote Front national l'a une nouvelle fois conduit à préférer en 2007, comme celui avait déjà été le cas en juin 2002, une UMP « décomplexée ».

A ce titre, la stratégie de dé-radicalisation et de crédibilisation du parti, portée par Marine Le Pen dès son accession à la vice-présidence du FN en avril 2003, était tout entière conçue rappelons-le comme une réponse à cette impossible équation. L'effort était particulièrement soutenu dès l'université d'été du parti en septembre 2006 avec la mise en place des commissions d'actions présidentielles (CAP) thématiques et l'affichage par le Front d'une nouvelle « culture de gouvernement ». Avec l'Union patriotique, l'objectif annoncé était par ailleurs d'élargir la base de soutien à la candidature présidentielle de Jean-Marie Le Pen. Cette tactique de désenclavement a montré ses limites. La campagne présidentielle de 2007 a clairement mis en évidence l'inconfort du leader d'extrême-droite hors du registre classique du populisme d'hostilité au moment même où l'UMP enregistrait cet indéniable gain de compétitivité à droite. A l'ambiguïté stratégique née de la tentative de recentrer le FN s'ajoute la perte par ce dernier du pouvoir de nuisance et de dislocation du jeu bipolaire dont il avait

¹³ Cf. Ivaldi (Gilles), 2002, « Elections 2002 : l'extrême-droite renforcée mais toujours isolée », *Revue politique et parlementaire*, numéro spécial "Elections 2002 : quelles logiques ?", n°1020-1021, septembre-octobre / novembre-décembre, p.133-149.

témoigné à deux reprises lors des législatives de 1997 puis du premier tour de la présidentielle de 2002. En 2007, nonobstant l'appel par Jean-Marie Le Pen entre les deux tours de la présidentielle à une « abstention massive », une nette majorité de ses troupes –66 % des électeurs Le Pen du premier tour– a choisi de se tourner vers Nicolas Sarkozy le 6 mai ¹⁴.

En dépit d'une tournée expresse de Jean-Marie Le Pen dans les fédérations et d'appels répétés de ce dernier à « ouvrir les yeux » sur la réalité de la politique du nouveau président, le Front national subit un échec sans précédent lors des élections législatives des 10 et 17 juin 2007. Présent dans 552 circonscriptions, le parti chute à 4.3 % des suffrages exprimés et perd 1.7 millions de voix nationalement au regard du précédent scrutin de 2002. Avec 2.5 % des inscrits, il retrouve son niveau historiquement le plus bas des élections européennes de juin 1999 au lendemain de la sécession mégrétiste. Seule Marine Le Pen parvient à passer le seuil d'accès au second tour dans la 14^{ème} circonscription du Pas-de-Calais avec 24.5 % des voix ¹⁵. La vice-présidente du FN perd son duel face au candidat socialiste Albert Facon mais augmente de manière significative son score au second tour (41.7 %), renforçant indiscutablement sa position au sein de l'appareil. Ailleurs, les cadres dirigeants du parti sont pour leur part systématiquement éliminés (Cf. tableau 3).

Tableau 3 : Scores des principaux candidats du Front national aux élections législatives 2007

Candidats	Département(circ)	2007			2002 (rappel)		
		1 ^{er} tour	2 ^{ème} tour	Config.	1 ^{er} tour	2 ^{ème} tour	Config.
Carl Lang	Nord (23)	11.6	—	—	18.7	—	—
Martial Bild	Paris (17)	3.7	—	—	8.9*	—	—
Olivier Martinelli	Corse-du-Sud (1)	4.2	—	—	6.9**	—	—
Eric Iorio	Pas de Calais (11)	9.5	—	—	18.5	31.0	DUEL
Marine Le Pen	Pas de Calais (14)	24.5	41.7	DUEL	24.2	32.3	DUEL
Louis Aliot	Pyrénées-Orientales (1)	6.8	—	—	19.5	—	—
Jean-Claude Martinez	Hérault (7)	7.4	—	—	20.1	17.2	TRIANG
Martine Lehideux	Paris (21)	3.1	—	—	7.9	—	—
Bruno Gollnisch	Rhône (13)	6.9	—	—	23.2	21.3	TRIANG

Scores en % des suffrages exprimés

*Jean-Pierre Reveau en 2002 ; **Michel Terramorsi en 2002

A plusieurs titres, ce recul est dans la continuité de l'élection présidentielle et de la dynamique de mobilisation des supporters d'extrême-droite par la nouvelle majorité UMP. Parmi les électeurs FN de la présidentielle qui se sont déplacés aux urnes le 10 juin 2007, près de 20 % ont choisi de soutenir un candidat UMP / Majorité présidentielle et 68 % seulement sont demeurés fidèles au parti lepéniste (IPSOS, 10 juin 2007). Outre la prime traditionnelle aux partis institutionnalisés inhérente au mode de scrutin, on mesure ici l'impact négatif pour l'extrême-droite du passage au quinquennat et l'intensification de l'interdépendance « confirmative » des législatives de 2002 et 2007 à la suite de l'inversion du calendrier électoral en 2001. L'effet démobilisateur est particulièrement perceptible chez les électeurs du

¹⁴ A titre de comparaison, seuls 51 % des électeurs lepénistes de 1995 s'étaient reportés sur la candidature de Jacques Chirac en 1995 (28 % avaient soutenu Lionel Jospin et 21 % s'étaient abstenus). Les niveaux de reports des voix de 2007 sont très similaires en revanche à ceux de 1988 où près des deux tiers (65 %) des électeurs FN avaient préféré Jacques Chirac à François Mitterrand (19 %) ou à l'abstention (16 %) (TNS-SOFRES, enquêtes post-électorales des 19-25 mai 1988, 20-23 mai 1995 et 22 avril 2007).

¹⁵ Cinq ans auparavant, la formation lepéniste avait déjà rencontré d'importantes difficultés et avait pu se maintenir dans 37 circonscriptions (dont 27 duels). En 1997, le FN était présent dans 132 circonscriptions provoquant à l'époque 76 triangulaires.

FN en juin 2007 : plus de la moitié d'entre eux (54 %) déclarent s'être abstenus dans les duels opposant la gauche et la droite au second tour des législatives (CSA, 17 juin 2007).

Perspectives

L'extrême-droite sort assurément exsangue des élections de 2007. La captation d'une large part de ses forces électorales par l'UMP constitue un moment charnière de l'histoire politique française. Après de longues années faites d'hésitations et alliances locales contestées, la droite parlementaire aura au final réussi sur le terrain des idées, des valeurs et de l'action politique symbolisée notamment par la *Rose Garden strategy* de Nicolas Sarkozy au Ministère de l'Intérieur entre 2002 et 2007. Ironiquement, le président de l'UMP a surtout ravi au parti lepéniste le credo du combat idéologique neo-gramscien qui constituait le cœur de la philosophie politique de la Nouvelle Droite dans les années 1970. Ce n'est pas là le moindre des paradoxes que de mesurer la diffusion des thèmes du Front national et l'adhésion aux idées de Jean-Marie Le Pen au sein de l'opinion publique, et l'incapacité simultanément du FN de leur offrir une expression politique ¹⁶.

A la déroute électorale s'ajoutent à l'évidence la faiblesse organisationnelle d'un parti non intégralement restructuré depuis la scission de 1999, la probable démobilisation de ses cadres et militants, et plus fondamentalement encore l'important manque-à-gagner financier consécutif à sa médiocre performance législative ¹⁷. Quant aux prochains rendez-vous électoraux de 2008, ils se joueront dans des scrutins municipaux et cantonaux traditionnellement peu favorables à l'extrême-droite et dans lesquels le parti lepéniste ne peut guère espérer se refaire une santé politique au plan national.

Pour tenter d'assurer sa survie dans les années à venir, le Front national doit faire face à trois enjeux intimement liés de rénovation idéologique, de stratégie politique et de leadership. Ces questions constituent, on le sait, autant de pommes de discorde au sein d'un appareil où s'affrontent depuis de nombreuses années des factions antagonistes. En annonçant contre vents et marées son intention de se maintenir à la tête du mouvement jusqu'en 2009, Jean-Marie Le Pen a retardé d'autant l'effort de reconstruction de son parti et placé le FN en situation d'attentisme dans l'espoir incertain de capitaliser sur un futur échec de la nouvelle majorité présidentielle. Au risque de s'enfermer un peu plus dans la marginalité politique et laisser à ses successeurs un Front revenu à l'âge groupusculaire.

¹⁶ En décembre 2006, 26 % des Français disent encore partager les idées de Jean-Marie Le Pen (SOFRES, *Le Monde*, 7 décembre 2006). Pour plus d'un tiers des personnes interrogées, l'extrême-droite « enrichit le débat politique » (35 %) et est jugée « proche des préoccupations des Français » (34 %) (IFOP, *Acteurs publics*, 21 avril 2006). En mars 2007, 58 % des Français déclarent souhaiter que Jean-Marie Le Pen obtienne les 500 signatures nécessaires à sa candidature (IFOP, *M6*, 2 mars 2007).

¹⁷ En 2007, le FN bénéficiait d'une subvention annuelle à hauteur de 4.6 millions d'Euros au titre de la loi sur le financement des formations politiques, correspondant à la première fraction sur la base du score obtenu en juin 2002. En 2008, l'aide publique devrait chuter autour de 1.8 millions d'Euros, soit une perte lourde de plus de 60 %.